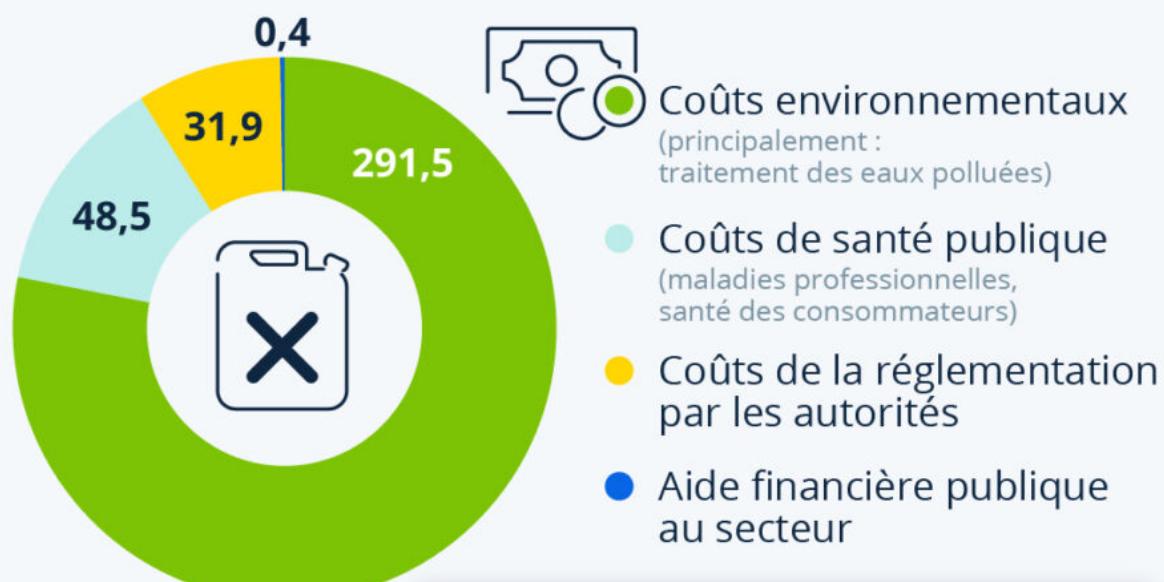


Quels sont les coûts sociaux de l'usage des pesticides ?

Quels sont les “coûts cachés” des pesticides ?

Estimation des coûts sociaux attribués à l'utilisation des pesticides en France, en millions d'euros par an



Les montants indiqués correspondent à la fourchette basse de l'estimation.

Source : "The social costs of pesticide use in France", Alliot et al. dans Frontiers (2022)



Ecrit par Echo du Mardi le 11 mai 2024

annoncé lundi 6 mai par le gouvernement, le nouveau plan de réduction de l'[utilisation des pesticides](#) en France (Écophyto 2030) est fortement critiqué par les associations de protection de l'environnement. Si l'objectif de réduction de 50 % de l'usage des produits phytosanitaires dans l'agriculture d'ici à 2030, affiché depuis 2008, est conservé dans le plan, le mode de calcul des quantités utilisées, lui, va changer, ce qui est décrié par les ONG environnementales. « [Le nouveau mode de calcul] a un effet masquant sur la quantité. Ce changement n'est pas honnête et jette le trouble sur ce plan », a notamment estimé Dominique Potier, député socialiste et rapporteur de la commission d'enquête sur le plan Ecophyto. Une des autres critiques du plan concerne l'enveloppe de 20 millions d'euros par an prévue pour aider les collectivités locales dans le traitement des eaux polluées, un chiffre qui, selon les professionnels du secteur, est très inférieur aux investissements nécessaires.

Dans une [étude](#) sur les « coûts cachés » des pesticides publiée en 2022, une équipe de chercheurs a estimé les montants engagés par les pouvoirs publics en France pour faire face aux [impacts sanitaires](#) et environnementaux néfastes de l'usage de ces produits en agriculture, ainsi que leurs frais de gestion (réglementation, etc.). D'après les calculs, les coûts sociaux attribués à l'utilisation des pesticides en France s'élèveraient au total à plus de 370 millions d'euros par an, ce qui correspond à la fourchette basse de l'estimation. Les coûts environnementaux sont de loin ceux qui pèsent le plus lourd dans la balance : plus de 290 millions d'euros par an, dont au moins 260 millions alloués rien qu'au traitement des eaux polluées par les produits phytosanitaires.

De Tristan Gaudiaut pour Statista